

Contrastes



Elections :
Un grand besoin de
débat démocratique



SI LES ÉLECTIONS CHANGAIENT QUELQUE
CHOSE, CE SERAIT INTERDIT DEPUIS LONGTEMPS

LES ÉLECTIONS, UN TEMPS FORT POUR L'ÉDUCATION PERMANENTE

Encore un dossier sur les élections, alors que tout semble déjà avoir été dit dans les journaux et sur les plateaux de TV ?

Les enjeux sont cependant majeurs et nous ne pouvons pas ne pas y consacrer ce numéro. Mais par quel bout le prendre ? Notre rôle d'éducation permanente nous a guidés dans le choix des quatre portes d'entrée de ce numéro.

Tout d'abord, nous pensons qu'il était essentiel de saisir une série d'enjeux pour les trois élections qui nous attendent le 25 mai. Comprendre pour avoir envie de s'y intéresser et prendre part aux débats, de manière à ne plus être des citoyens avachis, déboussolés ou désespérés.

Ensuite, nous nous interrogeons sur les notions mêmes de démocratie et d'élections qui semblent ne plus aller automatiquement de pair pour tout le monde. Aujourd'hui les citoyens, mieux informés qu'hier et plus désireux de donner leur avis, manquent de lieux et de moments pour des débats sur des enjeux qui les concernent au premier chef.

Une démocratie qui s'endort... et c'est la porte ouverte au réveil du populisme. C'est hélas ce qui se passe actuellement dans la plupart des pays européens. Or le populisme, c'est le contraire du pédagogisme, comme le dit très justement Isabelle Stengers. Ici encore, l'éducation permanente prend tout son sens.

Enfin, en tant que mouvement progressiste, nous nous intéressons également à un autre réveil, celui de la gauche radicale en Belgique. Ce réveil serait à tout le moins un signal fort pour construire, avec l'ensemble des mouvements et partis progressistes, un réel contre-pouvoir aux lois du marché.

Pour réaliser ce dossier, nous avons bénéficié de la précieuse collaboration d'Isabelle Stengers, Jean Faniel et Frédéric Ligot (voir dos de couverture). Nous les en remercions chaleureusement.

Monique Van Dieren

D'une pierre, trois coups !

Sera-ce un beau dimanche ensoleillé que ce 25 mai ? Ou de tristes nuages obscurciront-ils notre ciel politique ? Les électeurs sont appelés à un triple scrutin. Et pour les nombreux partisans d'une société plus juste et plus égalitaire, les enjeux sont majeurs.



cc European parliament

C'est reparti pour un tour ! Mais quel tour ! Oh ! On entendra bien sûr certains prétendre que le cirque politique reprend ses droits... D'aucuns ramèneront le traditionnel discours du « tous les mêmes » ou de l'injuste obligation de se rendre aux urnes... Personne ne le niera, les signes d'un essoufflement de nos démocraties - ou plutôt de la confiance que la population accorde à sa manière de fonctionner - sont bien là, inquiétants, préoccupants mais surtout générateurs de défis nouveaux pour nos sociétés démocratiques.

On redistribue les cartes

Car ce dimanche du 25 mai, quoi que puissent en dire ou penser certains, sera d'une importance capitale. Derrière les hommes et les femmes que nous allons y élire, toutes les cartes vont être redistribuées. Et ce sont pratiquement tous les enjeux fondamentaux de notre vie quotidienne et leur devenir qui seront sur la table : les politiques d'emploi et la gestion du chômage ; la justice fiscale et la redistribution des richesses ; la couverture sociale et ses filets de protection des plus faibles ; le maintien d'un système de santé fort ; la prise en charge des personnes âgées ; les politiques de logement et d'énergie ; l'avenir de nos pensions ; ... On peut multiplier. Sans compter le cadre européen qui cadenasait les politiques possibles et les oriente outrageusement vers toujours plus de liberté économique !

Plus que jamais, ces élections seront donc capitales. Parce que les inégalités ne cessent de croître, parce que la haine et le rejet sont en train de se substituer aux idéaux de solidarité, parce que la Belgique - entre une Flandre plutôt à droite et une Wallonie plutôt à gauche - est de plus en plus divisée sur les priorités à mettre en œuvre.

Mais reprenons les choses dans l'ordre et tentons d'y voir plus clair. Poussons la porte du repas électoral de ce 25 mai et découvrons le menu proposé à la table. Nous allons y faire d'une pierre trois coups. En entrant dans l'isoloir, nous voterons effectivement trois fois ! Une fois pour les élections fédérales (la chambre des députés fédéraux), une fois pour les élections régionales (le parlement wallon, bruxellois ou flamand), une fois pour les élections européennes (le parlement européen). Et rien ne nous empêche de voter différemment selon les priorités que l'on accorde aux différents niveaux de pouvoir. Comme le disait mon voisin : « *Moi, je vais voter pour le PS à l'Europe, pour le PTB-go au fédéral et pour Ecolo à la Région wallonne !* ». Et il en a parfaitement le droit !

Trois Régions avec de nouvelles compétences

Commençons par le niveau le plus proche : celui des élections régionales. La Belgique fédérale, on le sait, est composée de trois Régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) et de trois Communautés (Flamande, Germanophone, et Française - appelée aujourd'hui Fédération Wallonie-Bruxelles). Nous sommes appelés à élire directement les parlements régionaux. Selon son domicile, chaque électeur participera donc à l'élection des parlementaires soit wallons, soit bruxellois, soit flamands. Les électeurs de la Communauté germanophone éliront en plus directement leurs représentants au Parlement germanophone.

En 2009, les élections régionales ont donné lieu à des majorités gouvernementales similaires du côté francophone : ce qu'on a appelé « l'Olivier », une coali- ➔

⇒ tion de centre-gauche, formée du PS, du cdH et d'Ecolo. 56 sièges sur 75 en Wallonie. 48 sièges sur les 72 francophones à Bruxelles.

En Flandre, c'est une majorité CD&V, N-VA, sp.a qui gouverne (66 sièges sur 124 au Parlement flamand). Et après le 25 mai, stabilité ou changement ? Le tableau ci-dessous compare les résultats des élections de 2009, qui ont donné naissance aux coalitions gouvernementales actuelles, et les chiffres des derniers sondages préélectoraux. En l'occurrence celui réalisé par Dedicated Research pour la RTBF/La Libre entre le 8 et le 14 avril 2014. Ces informations sont évidemment à prendre avec des pincettes, il s'agit toujours de sondages et non de résultats. Les indécis et les revirements de dernière minute ne sont pas à négliger. Ce ne serait pas la première fois que les sondages s'écartent de la réalité finale ! Mais les indications sont là.

Wallonie	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
PS	32,8	29,3
MR	23,4	22,6
Ecolo	18,5	11,0
CdH	16,1	9,4
PTB GO !	1,2	8,1
PP	0	5,4

En **Wallonie**, la majorité gouvernementale apparaît clairement en recul : 49,7% d'intentions de vote contre 57,3% des suffrages en 2009. Le PS recule légèrement (-3,5%) mais ce sont surtout les deux autres partenaires qui y laisseraient des plumes (-7,5% pour Ecolo et -6,7% pour le cdH). Ce n'est curieusement pas le principal parti d'opposition qui en bénéficierait : le MR stagnerait. Par contre, la gauche radicale décolle (+7% pour le PTB-go !) et la droite radicale progresse elle aussi (+5,4% pour le PP). Sur base de ce sondage, la majorité en place pourrait se maintenir. Mais s'il se confirme, le message de l'électeur semble clairement renforcer une attente de politiques progressistes : 48% pour PS + PTB + Ecolo contre 28% pour MR + PP. Le cdH, talonné par le PTB-go (!), pourrait faire l'appui dans une majorité Olivier mais pas dans une majorité avec le MR. Les chiffres tendent à montrer que le PS reste quasi indéboulonnable en Wallonie : une majorité MR-cdH-Ecolo ne récolte que 42% des intentions de vote... Il ne faut pourtant pas écarter l'hypothèse d'une alliance PS-MR (52%), particulièrement si les négociations pour la constitution d'une majorité en Wallonie sont liées à Bruxelles... (voir ci-dessous). Si tel était le cas, peu de chances que l'on échappe au retour des libéraux au sein du gouvernement wallon.

Bruxelles	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
MR+FDf	26,5	
MR		20,2
FDf		8,3
PS	23,3	17,6
CdH	13,1	11,6
Ecolo	17,9	8,0
PTB-GO	0,9	7,2
PP	-	4,1
Open VLD	2,6	3,8
Vlaams B	2,0	3,0
Deb les B	-	2,8
CD&V	1,7	2,1
NVA	0,6	2,1
Groen	1,3	1,9
Pro Brussel	1,8	1,7

A **Bruxelles**, la coalition sortante semble clairement enterrée. Elle ne récolterait plus que 37% des intentions de vote (54% en 2009) ! Il risque donc d'y avoir pas mal de remous dans la capitale. Le PS perdrait 6% et Ecolo près de 10% ! Seul le cdH se maintiendrait plus ou moins (-1,5%). Tout profit pour le PTB-go (+6,3%). Existe-t-il une autre hypothèse qu'une coalition MR-PS flanquée d'un 3^e partenaire (le cdH ?) dans la capitale ?

En **Flandre**, la caractéristique dominante est la progression fulgurante de la N-VA, non pas tellement depuis les élections fédérales de 2010 où elle était à 27,8%, mais surtout par rapport aux régionales de 2009 (progrès de 20%). Cette nouvelle donne va complètement bousculer les rapports de force au sein de la majorité régionale sortante. CD&V - N-VA - sp.a totaliserait 62% des suffrages là où son score de 2009 atteignait 52%. Mais les sociaux chrétiens flamands perdraient 6% et les socialistes 1,5%. Le projet politique clairement marqué à droite de la N-VA ne privilégiera-t-il pas une alliance avec l'Open VLD plutôt qu'avec le sp.a ? Voire tout simplement une bipartite avec le CD&V ?

Flandre	Elections Juin 2009	Sondage Avril 2014
NVA	13,1	32,9
CD&V	22,9	16,9
SPA	15,3	13,6
Open VLD	15,0	13,5
VI Belang	15,3	9,9
Groen	6,8	7,6



cc European parliament

Au-delà de ces chiffres, ce sont évidemment les enjeux politiques qui préoccupent. Les Régions et Communautés vont avoir à gérer les nouvelles compétences transférées par la 6^{ème} réforme de l'Etat. C'est un chantier faramineux et d'une importance vitale sur de nombreuses matières. Quels choix politiques seront faits au lendemain de ces élections en matière de politique des personnes âgées ? en matière d'emploi et de contrôle des chômeurs ? en matière d'allocations familiales ? Et pour mener tout cela à bien, quels financements durables seront assurés ? On sait que sur le moyen et long terme les rentrées financières des entités fédérées francophones risquent de diminuer. Parce qu'elles seront progressivement calculées sur base de l'IPP (et donc des revenus des personnes) et non plus sur le nombre d'habitants. Et que cette clé de répartition des moyens en provenance de l'Etat fédéral est moins favorable pour la Wallonie et Bruxelles, sauf si la situation socio-économique des deux Régions s'améliore considérablement... Les prochaines majorités régionales sont celles qui vont mettre en place les outils de prise en charge de ces nouvelles compétences confiées aux

Les parlements régionaux et communautaires

Le **Parlement Wallon** compte 75 élus, issus des 13 circonscriptions électorales : chaque parti en présence présente une liste composée en fonction de la sous-région qui correspond à cette circonscription : Liège, Verviers, Huy-Waremme, Namur, Dinant-Philippeville, Charleroi, Thuin, Soignies, Nivelles, Mons, Tournai-Ath-Mouscron, Neufchâteau-Virton, Arlon-Marche-Bastogne. Ces 75 parlementaires sont élus directement et deviennent automatiquement membres du **Parlement de la Communauté française** (Wallonie-Bruxelles).

Le **Parlement Bruxellois** compte, lui, 89 élus. 72 francophones et 17 néerlandophones. Ils sont issus d'une seule et même circonscription. Parmi les 72 francophones, 19 sont désignés par leurs pairs au Parlement de la Communauté française.

Quant au **Parlement Flamand**, il est à la fois le parlement de la Région flamande et de la Communauté flamande. Il compte 124 élus : 118 issus des 5 circonscriptions flamandes, et 6 issus du collège néerlandophone bruxellois.

Reste le **Parlement de la Communauté germanophone**, qui compte 25 parlementaires élus de manière directe au suffrage universel.

Régions/Communautés. Ils orienteront inmanquablement les politiques possibles sur ces matières. La capacité de développer notre modèle social, voire simplement de le maintenir est en jeu.

Une Belgique encore gouvernable ?

Au fédéral, ça se complique encore davantage. Il ne faut rappeler à personne l'interminable histoire de la constitution du dernier gouvernement fédéral. Plus de 500 jours passés dans les négociations dans les suites des élections de juin 2010. Le scénario pourrait-il se reproduire ? Si certains prétendent que, débarrassés du dossier communautaire, les représentants de partis trouveront un terrain d'entente bien plus rapidement sur des enjeux essentiellement socio-économiques, d'autres rétorquent que les distorsions politiques entre les paysages francophone et néerlandophone s'accroissent encore et que ça ne va en rien simplifier les choses. Comme l'écrit Vincent Rocour dans *La Libre Belgique* de ce 16 avril : « *La Flandre et la Wallonie continuent à creuser leur différence idéologique* ».

Côté francophone, le PS semble rester incontournable au vu des derniers sondages. Et côté flamand, le poids de la N-VA s'est encore renforcé par rapport à 2010. Avec 33% des intentions de vote en Flandre, le parti de Bart De Wever est plus que jamais dominant ; deux fois plus important que celui de son plus proche poursuivant, le CD&V.

En imaginant même que la N-VA accepte de renoncer à de nouvelles avancées communautaires et à remettre à plus tard ses velléités de confédéralisme, le terrain d'une possible entente sur les matières socio-économiques, entre le PS et les nationalistes flamands, ne semble guère étendu... Où les socialistes francophones peuvent-ils trouver un compromis sur des enjeux aussi radicaux que la suppression de l'indexation automatique des salaires ? La limitation dans le temps des allocations de chômage ? Le gel des dépenses publiques ? Entre une droite nationaliste et radicale qui prône la responsabilisation et la pénalisation des plus faibles (chômage, immigration, fiscalité, notamment) et un parti socialiste piqué au vif sur sa gauche et affaibli par la montée du PTB-go, quelle intersection possible ? On peut franchement s'interroger.

La N-VA s'érige depuis des mois en alternative au modèle PS. Pourtant, l'ironie des urnes pourrait bien la contraindre à n'avoir d'autre possibilité que de s'entendre avec lui pour conserver une Belgique gouvernable...

Europe si proche et si lointaine...

Trop loin, trop grosse, trop insaisissable ? Les élections européennes laissent bien des citoyens pantois face au sentiment d'utilité de leur vote. On ne peut pas nier la complexité de nos institutions euro-



⇒ péennes, au point de se demander parfois de quel poids réel le Parlement - seule instance directement élue par nos suffrages - dispose vraiment. Il est vrai qu'entre les attributions du Conseil des Ministres, de la Commission et du Parlement, il n'est pas simple d'y voir clair. Et que l'élargissement actuel à 28 pays, avec des règles de décision à l'unanimité sur certaines matières et à la majorité qualifiée sur d'autres, complexifie la donne. Pourtant, le Parlement européen a un poids non négligeable : il participe à l'élaboration des directives européennes en tant que co-législateur (avec le Conseil des ministres), sauf sur des législations spéciales. Cela limite évidemment de manière problématique le champ d'action des députés : fiscalité, politique agricole commune, politique commerciale, politique étrangère et sécurité, par exemple. Faire changer l'Europe est donc complexe, mais le citoyen dispose finalement d'un double levier : celui de l'élection du parlement fédéral qui influera sur le gouvernement belge et sa représentation au sein du conseil des ministres européens, et celui de l'élection du Parlement européen.

Le scrutin de mai nous permettra de renouveler ce Parlement. Pour cette élection, chaque parti politique de chaque pays membre présente à ses citoyens ses propres candidats. La Belgique enverra ainsi 21 députés à l'Europe sur un total de... 751. Parmi ceux-ci, 8 députés francophones, 12 néerlandophones et 1 ger-

manophone. Lors des élections de 2009, la Belgique a ainsi élu 3 députés PS, 2 MR, 2 Ecolo, 1 cdH. Ces députés sont rassemblés au sein de groupements politiques européens : le Parti Populaire Européen (où se retrouvent cdH et CD&V), l'Alliance Progressiste des socialistes (PS, sp.a), l'alliance des démocrates et des libéraux (MR, Open-VLD), les Verts/ALE (Ecolo, Groen, mais aussi la N-VA !).

Trois gros enjeux à relever. Primo, une Europe plus sociale ! Il faut des avancées en matière d'harmonisation - par le haut - des politiques sociales et une politique de création d'emploi de qualité, de manière à lutter contre le dumping social. Secundo, des avancées en matière d'harmonisation fiscale. Des règles planchers doivent être obtenues, notamment en matière d'impôt des sociétés. Tertio, bloquer le Traité Transatlantique (TTPI) ; ce projet d'accord de partenariat USA-UE comporte des risques majeurs pour nos modèles sociaux européens, pour la protection de l'environnement et la santé publique, et finalement pour la démocratie tout court !

Face à toutes ces perspectives, la météo politique du dimanche 25 mai sera-t-elle ensoleillée ? Ce sont nos suffrages qui les détermineront !

Jean-Michel Charlier

Une question à Jean Faniel, Directeur du CRISP

Les citoyens réclament de plus en plus le droit à la parole et à être consultés, mais a contrario ils négligent le vote, souvent considéré davantage comme un devoir... Comment expliquez-vous ce désintérêt ?

Premièrement, je ne suis pas sûr que ce soit les mêmes personnes. On peut ne pas aller voter, pour toute une série de raisons : être mort, malade et ne pas pouvoir se déplacer, être en déplacement à l'étranger. On peut décider délibérément de ne pas aller voter, pour différentes raisons : pas de parti qui corresponde à ses désirs, ou estimer que de toute façon ils sont « tous pourris », ou simplement ne pas croire dans l'élection ou la manière dont elle se déroule. Il y a beaucoup de manières différentes d'interpréter le non-vote. D'autant plus qu'il est impossible de faire des sondages à la sortie des urnes pour savoir pourquoi les gens qui ne sont pas venus au bureau de vote ne sont pas là...

Deuxièmement, on a des gens qui votent blanc ou nul. On peut voter blanc parce qu'on ne se sent pas à l'aise avec un ordinateur ou qu'on est analphabète. On peut annuler son bulletin sans même s'en rendre compte parce qu'on a écrit sur le bulletin de vote sans savoir qu'on n'en a pas le droit. Ou bien, au contraire, on peut avoir un acte politique. « Je décide de voter blanc » pour les différentes raisons évoquées plus haut ou bien « Je décide d'écrire sur le bulletin en sachant très bien que ça l'annulera mais je le fais volontairement, politiquement ». Une partie de la population demande plus d'implication, à avoir davantage la parole mais pas comme aujourd'hui. Ces gens ne vont pas voter ou vont voter blanc ou vont écrire « je ne veux pas des élections mais je veux avoir mon mot à dire autrement ». Je n'ai évidemment rien pour appuyer cela sur des tra-

voux de recherche sur le terrain. C'est une intuition.

D'autres sont déçus par la manière dont fonctionne le système électoral ou ce qu'il produit c'est-à-dire un pouvoir politique qui apparaît comme impuissant par rapport à d'autres sources de pouvoir. Cela peut être, selon les interprétations, face au pouvoir des syndicats, face au pouvoir de l'argent et du monde de la finance, des grandes entreprises, de l'Europe.

Si on regarde les élections de 2010, on constate que 20% des électeurs inscrits ne sont finalement pas représentés à la chambre : ceux qui ne sont pas allés voter, ceux qui ont voté blanc ou nul, et ceux qui ont voté pour un parti qui n'a pas obtenu d'élus. C'est peu par rapport à d'autres démocraties occidentales, mais c'est beaucoup dans un contexte où le vote est obligatoire et où le système de représentation est proportionnel !

Quant au désintérêt croissant du citoyen, le caractère complexe du système peut aussi être une explication. Maintenant est-ce que les élections ne donnent pas quand même la possibilité aux électeurs de s'exprimer ? Evidemment si ! A fortiori avec un vote obligatoire. On voit bien que c'est un moment où les gens ont leur destin en main. Quand la N-VA est à 1 siège en 2003 et à 27 sièges en 2010, les choses ne sont plus les mêmes... On peut apprécier ou détester ce changement, mais les choses changent.

Réveiller une démocratie assoupie

Les grains de sable dans les rouages démocratiques entament sérieusement la confiance des citoyens envers la gestion de l'intérêt collectif. Qu'est-ce qui affaiblit la démocratie aujourd'hui ? Comment lui redonner sens et vigueur ? Les propositions divergent mais elles ont un point commun : l'urgence d'inviter à penser et à débattre. Ça s'appelle l'éducation permanente...



Equipes Populaires

Le 25 mai approche. Jour d'élections. Pour le parlement fédéral, le régional et l'europpéen. Mais peut-on écrire un égal entre les mots élections et démocratie ? Certains pensent que non.

Des élections peuvent être organisées dans un système qui n'est pas démocratique. Et la démocratie ne s'arrête pas aux seules élections.

Dessine-moi la démocratie

S'il est difficile pour l'aviateur naufragé au milieu du désert de dessiner un mouton au petit prince, il n'est pas plus facile de définir la démocratie. Elle peut prendre des formes différentes. Nous allons cependant essayer non pas de donner une définition universelle et intemporelle de la démocratie mais d'interroger ce concept, et donc le fonctionnement de notre système politique actuel.

Parmi les distinctions faites régulièrement il y a celle de la démocratie directe et celle de la démocratie

indirecte. Cette dernière est aussi appelée démocratie représentative : les élections permettent d'élire des représentants. Ce sont donc les représentants et non les citoyens qui prennent les décisions. Les élus sont censés être représentatifs des électeurs car le poids de leur formation politique au sein de l'hémicycle est proportionnel au nombre des électeurs qui ont fait le choix de cette liste.

Notons que si des pays comme la Belgique ont fait le choix de scrutins proportionnels, d'autres, comme la France, ont opté pour un système dit majoritaire⁽¹⁾. Dans ce dernier système, il n'y a pas de représentation de l'ensemble des listes au Parlement. Le deuxième tour qui voit s'affronter deux candidats enverra siéger celui qui aura obtenu le plus de voix. Le candidat battu qui a récolté 30 ou 49% des suffrages ne siégera donc pas nécessairement.

La démocratie directe est celle qui est exercée sans l'intermédiaire de représentants. Elle s'applique surtout dans le monde associatif ou au niveau de petites communautés en permettant à chaque personne d'émettre son avis. Au niveau politique, le référendum est également une forme de démocratie directe.

Pour **Jean Faniel**, directeur du Crisp, le référendum pose problème « car il demande à un citoyen de poser un choix tranché et ne permet pas nécessairement la nuance que l'on veut. Dans le cas de l'élection, l'électeur a davantage de souplesse face à lui pour exprimer des positions nuancées : en choisissant plutôt tel parti que tel autre ; ou tel candidat plutôt que tel autre ».

Isabelle Stengers, philosophe, est cependant plus nuancée à l'égard du référendum. « Il ne m'enthousiasme pas car, dans la mesure où une question est abstraite ou isolée, ce seront très souvent des propositions de droite qui passeront (regardons la Suisse). Or, penser un problème, ce n'est pas répondre à une question isolément. Pour moi, c'est du populisme que de dire que les gens possèdent la sagesse et qu'il suffit de les consulter ».



⇒ Mais pour elle, il y a des moments où le référendum peut prendre un sens. Par exemple le référendum sur l'indépendance en Algérie. Ou celui sur la Constitution européenne en France. «Ce qui s'est passé là est très intéressant. Il y a eu partout des débats dans les entreprises, sur le Web... Les gens ont lu ce texte, qui n'était pas destiné à être lu ! Les politiques eux-mêmes ne l'avaient pas lu et personne ne devait lire. Le lire était devenu quasi un acte subversif. Et cela a été un véritable moment politique.»

Aujourd'hui la démocratie représentative est remise en cause de plusieurs manières. On sent manifestement une défiance voire une désespérance palpable par rapport à la classe politique actuelle.

Selon **Jean Faniel**, si on prend les élections de 2010, on avait 20% des inscrits qui ne sont pas représentés à la chambre. Si on décompte ceux qui ne sont pas allés voter, ceux qui ont voté blanc ou nul, et ceux qui ont voté pour un parti qui n'a pas obtenu d'élus, on est à 20% du corps électoral. C'est peu par rapport à d'autres démocraties occidentales, mais c'est beaucoup dans un contexte où le vote est obligatoire et dans un système proportionnel !

La démocratie représentative au pilori

Les critiques au système de démocratie représentative ne sont pas sans fondement. **Frédéric Ligot**, secrétaire du MOC, explique cette défiance par trois facteurs principaux.

Le premier est celui d'un fossé qui se creuserait entre électeurs et hommes et femmes politiques. Mais en disant ça, on n'explique pas grand-chose. Il y a une autre théorie à laquelle **Frédéric Ligot** souscrit plus volontiers, c'est que le niveau général de connaissance de la population augmente globalement. L'information est plus accessible. Il y a une conscientisation des enjeux beaucoup plus largement partagée qu'on ne l'imagine peut-être. Et c'est donc tout le contraire d'un fossé qui explique cette défiance ou ce désintérêt : en fait, le fossé se réduit si l'on compare la situation actuelle avec la distance qui existait entre le citoyen « ordinaire » et l'homme politique au 19^e siècle. Cela conduit à ce que des gens se disent : de quel droit ces élus prétendent-ils me représenter, être mon porte-parole ? En même temps, les mesures qui sont prises ne sont pas forcément jugées efficaces ou satisfaisantes.

Un autre facteur épinglé par **Frédéric Ligot** est celui d'une forme de désespérance qui découle de la relative impuissance de la classe politique actuelle. Cette impuissance n'est pas due nécessairement à une incompetence de leur part (même si on peut se poser légitimement la question parfois), mais au fait que les enjeux sont d'une terrible complexité, généralement interconnectés et situés à l'échelle supranationale (européens voire internationaux), avec une multiplicité d'acteurs transnationaux qui interviennent (agences de notation,

FMI, BCE, ONU...). La population se rend compte de cette complexification et cela participe de leur désintérêt. Troisième facteur : beaucoup disent que les partis politiques, « c'est chou vert et vert chou ». Les nuances s'estompent, tout le monde gouverne plus ou moins au centre, voire au centre-droit. Il n'existe plus de logique de rupture relativement claire par rapport à des modèles dominants ; il y a beaucoup de marketing politique. Cela peut expliquer le relatif succès des formations qui osent tenir un programme idéologiquement plus clair : PTB-go, ou partis de droite réactionnaire et ultra-libérale (La Droite et le Parti Populaire).

A ces trois facteurs, on pourrait aussi rajouter l'impression que les hommes et femmes politiques semblent en campagne de façon constante et prennent donc des positions qui ont comme fonction essentielle de permettre leur réélection. Et le glissement vers une participative, c'est-à-dire un déplacement de la décision du parlement vers les instances des partis, réduit les marges de manœuvre des élus.

Isabelle Stengers porte un regard très critique sur le fonctionnement de notre démocratie. Elle propose de renverser la question. Plutôt que de se demander pourquoi les gens ne s'intéressent plus au vote, demandons-nous plutôt : « Voter est-il encore un acte significatif ? ». Selon elle, la démocratie telle qu'elle est exercée aujourd'hui est « un art rusé, assez sophistiqué, de conduire un troupeau. Quand tout va bien, le citoyen accepte de rester joyeusement dans le troupeau, mais quand il a l'impression que le berger le mène non pas dans un pré verdoyant mais dans un désert dénué de sens, le troupeau se demande vraiment si le berger n'est pas aussi impuissant que lui... »

Pour **Isabelle Stengers**, on ne peut donc pas penser « démocratie électorale » sans penser en même temps « Quels sont encore aujourd'hui les types de pouvoir de décision que nous déléguons à nos représentants ? ». Or, ce qui se passe depuis 30 ans avec l'Europe et les institutions internationales, et bientôt avec le Traité transatlantique, c'est que nos politiques se dépouillent quasi systématiquement de ce qui les rendait capables de prendre leurs responsabilités. « Aujourd'hui, la démocratie politique, quels que soient les moyens qu'elle se donne, est réduite au strict minimum. On parle maintenant de « bonne gouvernance », à gauche comme à droite. Mais la gouvernance, ce n'est plus du tout la politique. C'est aller dans le sens des intérêts de ceux dont nous dépendons. Donc c'est le règne des lobbys... qui ont plus de pouvoir que le citoyen avec son bulletin de vote. »

Les raisons du désintérêt pour la politique sont donc multiples : le caractère complexe du système politique, l'impression que les choses ne changent pas nécessairement ou pas assez vite, le sentiment que ce n'est pas là que le véritable centre du pouvoir se trouve. Que ce pouvoir n'est plus au sein des parle-



cc Jean-Pierre Dalbéra

ments, mais au mieux dans les exécutifs, dans les partis et dans les bureaux des lobbyistes...

Réinventer la démocratie, mais comment ?

Pour palier à cela, certains, comme Etienne Chouard⁽²⁾ en France ou David Van Reybrouck⁽³⁾, en Belgique, défendent l'idée d'une représentation par tirage au sort (voir page suivante).

De quoi s'agit-il ? Dans ce système, il y aurait, à côté des élus, des citoyens tirés au sort. Ceux-ci devraient évidemment être volontaires. Par exemple, le G 1000 a organisé une expérience démocratique avec des personnes tirées au sort⁽⁴⁾. Remarquons que les tirés au sort sont entourés d'experts qui peuvent aussi orienter les débats. Dans une interview récente au quotidien « Le Soir », le libéral, Richard Miller, défend l'idée de tirer au sort des citoyens qui siègeraient au parlement à côté des élus⁽⁵⁾. D'autres imaginent que le système bicaméral comprendrait une chambre composée de citoyens tirés au sort.

Si la démocratie doit être revigorée, est-ce de cette façon ? Ou, au contraire, n'est-ce pas une façon de contourner les associations et mouvements sociaux ?

Renaud chante "Tu dis que si les élections/Ça changeait vraiment la vie/Y a un bout d'temps, mon colon/Qu' voter ça serait interdit". Bien sûr la démocratie ne peut se résumer aux seules élections et l'existence d'élections n'est pas un élément suffisant de définition de la démocratie. Cependant, le suffrage universel est le fruit d'une longue lutte et il reste un moment important pour l'action citoyenne. Il faut savoir s'en saisir pour provoquer le débat d'idées, pour confronter les programmes et les projets. Ce sont aussi les élections qui donnent la légitimité aux élus. Cette légitimité ne signifie pas que le seul acte posé par les citoyens durant une législature est celui qui consiste à rougir quelques points sur une liste.

Une démocratie vivante, ce n'est pas seulement l'organisation d'élections et la garantie de libertés pour le peuple. Une démocratie doit permettre aussi aux citoyens de débattre, d'émettre des opinions, de les confronter et de manifester. La démocratie nécessite aussi des moments de concertation, de dialogue, de négociation.

Les corps intermédiaires (syndicats, mouvements sociaux, associations...) tant sur le plan national que régional constituent un rouage important du fonctionnement de la démocratie. De plus, peut-on parler de démocratie accomplie si la démocratie politique ne s'accompagne pas d'une démocratie culturelle, économique et sociale ?

La démocratie ne se réalise que si elle s'ancre dans les réalités du peuple en permettant le débat et la concertation. Plutôt que de vouloir inventer des nouvelles formes avec le tirage au sort, n'est-il pas plus opportun de systématiser, à tous les étages, des concertations et consultations ? Le débat et le conflit, dégagés de l'emprise d'une pensée unique consensuelle, sont donc au même titre que les élections, des éléments indispensables d'une démocratie toujours inachevée.

Dans cet article, nous avons abordé quelques menaces pour la démocratie aujourd'hui : la suprématie de la sphère économique dépossédant le pouvoir politique de sa fonction normative et arbitrale, l'affaiblissement de la démocratie culturelle, sociale et économique, la trop faible prise en considération des « corps intermédiaires », le discrédit apporté à la fonction du conflit ou encore l'uniformisation culturelle. D'autres risques sont à prendre en compte, comme la déconsidération à l'encontre de la politique qui ne fait plus rêver et n'apparaît plus, dans bien des cas, comme porteuse des solutions aux questions du quotidien. Les « sauveurs » proviennent d'autres sphères... Et la montée du populisme en Europe en est une conséquence la plus visible.

Comment alors « repeupler la démocratie », comment redonner un sens au vote mais aussi à une démocratie vivante et participative ? C'est sans doute autour de ces questions qu'une mobilisation citoyenne doit se produire.

Paul Blanjean et Monique Van Dieren

1. Durant pratiquement tout le XIX^{ème} siècle, la Belgique avait un mode de scrutin majoritaire. L'arrivée d'un troisième parti, le POB (socialiste) va changer la donne.

2. Etienne Chouard, professeur et économiste français, s'est fait connaître lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Il défend l'idée du tirage au sort et du référendum d'initiative populaire. Il travaille à l'élaboration d'une « Constitution d'origine citoyenne ».

3. David Van Reybrouck est l'auteur de « Contre les Elections » paru en février 2014 aux Editions Actes Sud.

4. L'expérimentation du G 1000 est cependant « en chambre » car outre l'expérience, il n'y avait pas d'enjeu électoral. Notons que, par contre, dans différents groupes se sont menées des expériences de démocratie directe accordant à chaque participant le même poids dans la prise de décision, comme dans le groupe des indignés, par exemple.

5. Voir « La démocratie avec tirage au sort » in Le Soir du samedi 15 mars 2014.

Tirage au sort : JETER LE BÉBÉ AVEC L'EAU DU BAIN ?

Depuis quelques mois, d'autres modèles de démocratie directe ou participative voient le jour ou resurgissent. De plus en plus de voix délégitiment le vote et prônent par exemple la formule du tirage au sort. Les avis sur cette proposition sont pour le moins divergents, même à gauche. Mais elle a le mérite de faire réfléchir à la manière de revitaliser la démocratie.

Qu'en pensent les trois personnes qui ont contribué à la rédaction de ce numéro ?

Frédéric Ligot :

On sent s'affirmer de plus en plus fermement la volonté d'accroître la participation des citoyens dans les logiques de propositions et de décisions. Cela me paraît très compréhensible parce que notre système reste tout de même fort confiné dans la démocratie délégataire. A part dans les canaux convenus et au moment symbolique des élections, le citoyen trouve peu d'espaces de « démocratie continue » qui lui permettrait de participer efficacement et en étant entendu, à la vie de la cité.

Je trouve donc tout à fait légitime que l'on recherche et propose des dispositifs susceptibles de revitaliser le processus démocratique à côté du processus parlementaire classique. C'est d'ailleurs un enjeu d'éducation permanente.

Mais même si je considère avec sympathie la logique du tirage au sort parce qu'elle tente de rencontrer un réel problème, j'ai aussi quelques doutes. Si on prend l'exemple du G 1000, en soi, il s'agit d'une initiative positive qui a le mérite de poser le diagnostic, précisément, d'une carence dans la participation des citoyens à l'élaboration et la formulation d'enjeux sociaux et de solutions. Mais ce qui me met mal à l'aise, en revanche, c'est que j'ai l'impression que ce dispositif reposant sur un tirage au sort, se fonde sur une conception fantasmée du citoyen, qui serait totalement vierge de parti pris politique et idéologique et totalement immunisé de toute logique de rapport de force ». Un citoyen désincarné en quelque sorte.

Un peu comme si la société n'était pas traversée et même structurée par des rapports de force, des divergences entre groupes d'intérêts, des logiques de domination.

Je partage le constat d'une forte carence démocratique dans la société actuelle (sinon on ne ferait pas de l'éducation permanente !). Cela nécessite de revitaliser de fond en comble la vie démocratique, sans pour autant nier les logiques de délégation (élections, logique parlementaire). Mais c'est aussi la richesse de l'éducation permanente et de la démocratie culturelle que de chercher à rencontrer cette nécessité. Avec, on l'espère, un impact sur les décisions qui sont prises dans les instances démocratiquement élues. Je considère donc avec sympathie l'idée du tirage au

sort car elle tente de répondre à un vrai problème, mais j'ai un vrai malaise du fait de ce voile d'ignorance.

Isabelle Stengers :

« Je suis très intéressée par l'idée du tirage au sort. Pour moi, l'élection n'est pas l'expression normale de la démocratie. Car si la démocratie, c'est l'ensemble des dispositifs qui rendent les gens capables de participer aux décisions qui regardent leur avenir, je dirais que l'élection est le moins démocratique des dispositifs !

Le tirage au sort est en œuvre dans les jurys d'Assises. Ces personnes ne sont pas là « parce qu'elles l'ont mérité » ni parce qu'elles sont spécialistes. Elles sont là par hasard... et ça les transforme. Transformation du sens de ce qu'est la responsabilité : je ne suis pas responsable au sens où je l'aurais mérité, mais je dois me porter à la hauteur des responsabilités qui me sont confiées.

Les gens doivent bien sûr être d'accord d'endosser cette responsabilité, mais ils ne sont pas sélectionnés sur base de leurs compétences ou de leurs idées. L'expérience montre que les questions qu'ils posent et ce qu'ils proposent sont remarquablement pensées et pensantes. Davantage que la plupart des discours des politiques ou même des experts.

Est-ce combinable avec le système actuel ? Je pense que oui. Aujourd'hui, on décide du haut vers le bas. Une des revendications pourrait être que les négociations soient partagées et fassent l'objet de larges débats dans le public. Les techniques de communication actuelles le permettent. Ce serait une bonne pédagogie qui invite les gens à penser.

Jean Faniel :

Je ne sais pas si le tirage au sort serait plus démocratique que la démocratie représentative a fortiori dans les pays où le vote est obligatoire (quand il est facultatif, il y a de fortes chances que ce soient les personnes fortunées ou éduquées qui se déplacent).

Si on estime que ce qui est important en démocratie c'est de voir se confronter les idées et que ces idées sont portées par des courants de la société, et pas seulement par une proportion statistiquement déterminable de la société, alors l'organisation en partis me paraît plus logique que le tirage au sort. Celui-ci va effectivement mettre statistiquement en présence, de manière aléatoire, des gens qui n'ont pas le même avis, mais qui ne vont pas nécessairement se déterminer ou se regrouper par affinité politique ou idéologique. On aura des regroupements qui vont s'opérer, mais je pense quand même que l'existence de partis politiques a un rôle dans la structuration du débat idéologique, du débat électoral. Et une idée comme celle du tirage au sort me semble casser toute idée de vie politique structurée. Il ne faut pas nier que la participatie est sans doute un des éléments qui biaisent la démocratie, et que celle-ci doit être renforcée par d'autres outils. Mais il ne faut pas nécessairement jeter le bébé avec l'eau du bain...

L'arme de destruction massive de la démocratie

Les citoyens sont souvent déboussolés, ont besoin d'être rassurés... mais par qui ? Les partis traditionnels qui les ont déçus ? L'Europe qui reste une entité abstraite et incompréhensible ? Dans un tel contexte de désenchantement, la démocratie est malmenée et l'ombre d'un passé pas si lointain plane. La montée du populisme est inquiétante mais ce sont ses racines qu'il faut combattre.



cc Blandine Le Cain

Le populisme n'est pas neuf. Au 19^e siècle, il renvoie à une connotation positive lorsque l'on passe d'un parlementarisme de notables à un parlementarisme représentatif des citoyens. Aujourd'hui, ce terme est connoté négativement. Mais à quoi fait-on allusion au juste ? A des partis qui identifient clairement une victime : le peuple, et un adversaire-agresseur : les immigrants, les partis traditionnels, les banques, l'élite en général. **Frédéric Ligot** précise : « on peut considérer comme populiste un discours contestataire du régime politique qui confisque la voix populaire (« vox populi »), et qui se traduit par une dénonciation d'une caste ou d'une élite politique totalement déconnectée de ce que veulent les citoyens. Ce discours est porté par un leader charismatique qui, lui, est jugé par ceux qu'il séduit comme bien plus en phase avec ce que le peuple « un et indivisible » souhaite. Si l'on confronte cette définition avec le constat de carence démocratique, chez nous et dans d'autres pays, on peut alors comprendre que le populisme puisse séduire ».

Le populisme aime les boucs-émissaires

Les leaders de ces partis parlent au nom du peuple et prétendent le comprendre. Le peuple détient la vérité, il est honnête et bon. Par contre, l'élite, elle, ne comprendrait pas le peuple, défendrait uniquement ses propres intérêts et est corrompue. Ces partis défendent une forme de **démocratie directe** c'est-à-dire une participation active des citoyens aux décisions politiques via un référendum. Le mouvement 5 stelle en Italie va même jusqu'à suggérer que chaque catégorie sociale défende ses intérêts au parlement au lieu des élus à qui le peuple a délégué son pouvoir.

On compte près de 60 partis populistes dans l'Union européenne avec une variété dans les discours et les actes. Cependant, ils ont tous des points communs. Ils portent tous le **peuple** en étendard en ce qu'il est le seul à détenir la vérité et à posséder les **vertus**. Ils →

⇒ identifient tous un **bouc émissaire** : les **étrangers, les patrons, l'Europe**. Ceci étant dit, vous vous direz peut-être « Mais tous les partis le font ! Et il y a de vrais responsables de cette crise qu'il faut identifier ! » Sauf que... une chose est d'identifier un adversaire, une autre est de ne jamais vouloir débattre sur le fond. Selon Dominique Reynié, professeur à Sciences Po à Paris, la plupart du temps un populiste s'attaquera plutôt à la personne qu'à l'argument « Je ne veux pas discuter avec vous, vous mentez... » Il aura tendance à **stigmatiser son interlocuteur**, à tenter de le dénigrer plutôt que d'apporter des faits et d'en débattre. Et c'est là que le danger s'insinue. Les populistes tentent d'embrouiller le raisonnement, évitent tout échange rationnel et jouent sur l'**émotion** et les **peurs** des gens. **Jean Faniel** : « Le discours populiste est évidemment un discours simplificateur. Il peut donc passer plus facilement dans la population, notamment par le biais des médias et de ce qu'ils sont devenus. C'est-à-dire soit les réseaux sociaux, soit les médias généralistes qui coupent au plus court, au plus digeste et au prédi-géré, où la règle est devenue le bon billet de 25 secondes plutôt que l'analyse de 5 minutes. Dès lors un populiste a plus de chance de faire passer son message rapidement. »

On constate une montée des partis populistes en Europe (voir pp 14-15). La première raison généralement évoquée pour expliquer ce phénomène est la crise économique. Ce serait donc dans un contexte de crise profonde où des gens perdent leur confort de vie qu'il se manifesterait. Mais la réalité semble plus complexe, comme le relève **Frédéric Ligot** : « Ce sont les régions prospères de l'Europe qui accueillent les meilleurs scores des partis populistes. La Flandre est globalement une des régions les plus riches d'Europe. La N-VA y fait un score de 30%. En Suisse le parti populiste frôle les 30%. En Autriche, il atteint 35% ». Citons



encore le nord de l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, la Finlande qui se portent plutôt bien économiquement. Le philosophe Marc Maesschalk parle du « populisme des gens heureux » : « Pourquoi ? Vraisemblablement parce que les gens ont peur de perdre leur confort de vie et craignent de devoir partager avec d'autres un « gâteau » économique qu'ils voient se réduire ailleurs. D'une manière ou d'une autre, la peur reste le point névralgique sur lequel les partis populistes pressent pour con-vaincre. Ils attaquent de front deux éléments qui intéressent les gens aujourd'hui : conserver le même niveau de vie et le même style de vie, certains se sentant menacés par la modification de leur environnement, comme on l'a vu par exemple en Suisse avec les minarets.

La globalisation de l'économie mais aussi de la culture ont créé chez certains un profond malaise existentiel. Les gens sont perdus, déboussolés, ne savent plus comment se positionner face à ce monde ultra ouvert. Quelle est leur identité ? Cela a conduit au repli sur soi, au nationalisme, au besoin de défendre ses racines, son histoire. Mais aussi au rejet de ce qui est différent et de ce que certains considèrent comme une menace pour leur identité et leur culture.

Les recettes de la séduction

Les leaders charismatiques de ces partis font de l'audience. Ils livrent un véritable show sur les plateaux de télé. En France, le débat qui a fait le plus d'audience en dehors de celui qui opposait Hollande à Sarkozy fut celui qui opposait Mélenchon à Le Pen, deux leaders charismatiques. Les médias ont aussi une certaine responsabilité dans le succès de ces partis. Ils se retrouvent dans la même course que les politiques : celle du chiffre, celle du résultat. Le problème ne réside pas tant dans le fait de leur donner la parole mais plutôt dans le fait de ne pas ou de ne plus expliquer la difficulté qu'il y a à gouverner, à ne plus rendre compte de la complexité de la politique. Il

Décryptage d'un discours populiste

- Donne au peuple toutes les qualités et dénonce une élite déconnectée du peuple
- Désigne un bouc émissaire : étrangers, patrons, banques, élite en général
- S'en prend à son interlocuteur plus qu'au fond, au programme.
- Joue sur les peurs et les émotions des gens
- Récupère des idées de droite et de gauche : confusion des genres
- Donne des pseudos-solutions au maintien du style de vie et du niveau de vie des gens
- Est porté par un leader charismatique



Beppe Grillo,
leader du mouvement italien
5 stelle à Ravenne.

cc Matteo Pezzi

Il y a une perte de la dimension pédagogique : on privilégie l'émotion, le bon client, le « buzz » à l'explication. Cela ne doit pas empêcher de rester circonspect avant de taxer une figure ou un parti de « populiste ». Surtout lorsque les partis ou les candidats commencent à s'accuser les uns les autres de l'être : « C'est ce qui est arrivé en France à Jean-Luc Mélenchon », note **Isabelle Stengers**. Il était socialiste à l'origine. Maintenant il est qualifié de populiste. Mais lui se dit authentiquement socialiste. Un proverbe chinois dit que lorsque le singe montre la lune du doigt, le fou regarde le doigt. Dans le cas du populisme, il est très intéressant de regarder le doigt qui montre l'autre comme populiste ! »

Les partis populistes sont-ils tous xénophobes ? Etre

populiste ne veut pas dire nécessairement être xénophobe. Cependant, beaucoup le sont. Les partis traditionnels ont trop souvent négligé ou sous-estimé l'importance d'aider les citoyens à appréhender les mutations de la société, notamment celle de la multiculturalité. Ce qui est un vrai danger parce qu'il risque de laisser les partis populistes s'emparer de la question et occuper l'avant-scène politique avec tous les simplismes et fausses évidences que l'on connaît malheureusement trop bien. Ce sont les mêmes qui dans les années 30 déjà avaient gagné l'Europe. Pour lutter contre ces idées simplistes, il n'y a pas de solution toute faite. Il y a, par contre, le nécessaire travail d'éducation permanente pour comprendre et se situer en tant que citoyen. Comme le souligne **Isabelle Stengers**, « le contraire du populisme c'est le pédagogisme. Le populisme ce n'est pas de la politique. La politique c'est pouvoir prendre part à des décisions sur l'avenir. »



Interview

L'émission « Questions à la une » a mis sur le même pied le parti grec fasciste, Aube dorée et le PTB. Qu'en est-il réellement ?

« La grande différence entre le discours populiste et le discours de classes, explique **Jean Faniel**, c'est le fait que le populisme considère le peuple comme un tout homogène qui n'a pas nécessairement de divergences en son sein. Des partis de gauche ont déjà été accusés de faire du populisme comme par exemple le PTB dans sa campagne « Stop au cirque politique » au cours de laquelle les militants avaient posé des nez rouges sur les affiches des partis traditionnels. Mais il s'avère que derrière le slogan de cette campagne, il y avait bien une campagne sur les inégalités, sur les difficultés vécues par les travailleurs, par les allocataires sociaux. On était donc davantage dans un discours de classe que dans un discours populiste. »

De manière générale, les partis traditionnels se taxent les uns les autres de populistes. Mais est-ce réellement le cas ?

Frédéric Ligot en doute : « Si on se réfère à leurs communications et leurs programmes, je ne partage pas l'impression que les partis traditionnels, en tous cas du côté francophone, ont tendance à verser dans un discours populiste, au sens où le populiste énonce généralement un discours contestataire dénonçant un système de castes qui confisque la voix populaire. En même temps, ils ne cessent de s'accuser mutuellement de le faire ! Et même du côté flamand, à l'exception du Vlaams Belang et de la N-VA, cela ne me semble pas patent ». Il distingue le populisme de la tendance démagogue : « Ce qui, par contre, m'effraie, c'est la dimension démagogique qui

apparaît vraiment flagrante dans cette campagne électorale et ce de la part des partis traditionnels. Notamment, concernant la fiscalité. Pendant trois ans, on nous a tenu un discours disant : « C'est la crise, la dette est au-dessus de 100% du PIB, le déficit est abyssal, il faut faire des efforts dans tous les secteurs, tout le monde est dans le même bateau (quelle que soit la largeur d'épaules de chacun), tout le monde doit contribuer... ». Conséquence, on a saqué dans les programmes sociaux, les allocations de chômage, les services publics... bref on a attaqué les plus faibles. Et deux mois avant les élections, le discours politique global, à quelques exceptions près, traduit une course généralisée au moins-disant fiscal. Soudainement, tout va bien et l'on peut se permettre des cadeaux fiscaux à tout le monde ! Le MR y va de 5 milliards ; le CD&V de 6 ; l'Open-VLD de 5 ; idem pour le N-VA ; les autres font des propositions en essayant de contrôler la neutralité budgétaire de l'opération... Il s'agit à mes yeux d'une forme de démagogie assez abjecte, à la fois parce que l'on trompe les gens sur les véritables enjeux et parce que c'est une injure, après trois années d'austérité menée au pas de charge ». **Jean Faniel** ajoute : « L'idée que tous les partis usent du populisme se répand mais la difficulté est de faire un distinguo entre le populisme et la démagogie. La démagogie ce n'est pas nécessairement le populisme. Même si on peut présumer que le populisme est démagogue. D'une certaine manière, il ne faut pas non plus se voiler la face, si vous faites une campagne électorale en étant rébarbatif et en ne parlant pas aux gens de leurs problèmes, vous ne serez pas accusé de faire du populisme, mais votre campagne ne sera pas nécessairement efficace... Tout ce qui est populiste n'est pas automatiquement à bannir. Mais à partir du moment où on ne fait plus que cela, là il y a vraiment un double danger : le développement du rejet de l'autre et la simplification de problèmes forcément complexes.

⇒ Beaucoup de partis populistes sont des partis d'extrême-droite reconvertis ou en tout cas faisant croire à leur reconversion. Marine Le Pen, la présidente du FN attaque en justice toute personne qui assimile son parti à l'extrême droite et pourtant, comme les principaux médias l'ont relayé, elle a récemment participé en Autriche à un bal néo-nazi. Encore une fois, il y a une volonté de prêter à confusion, de dissimuler le fond. « C'est un véritable danger, explique **Frédéric Ligtot**, car si les mouvements d'adhésion à ces partis sont cycliques (hausses et baisses de scores se succèdent), sur le moyen et long terme, ils sont en constante évolution. De plus, il n'y a pas véritablement de corpus idéologique identifiable. Ces partis peuvent prendre des dimensions xénophobes, un peu néo-fascistes, anti-musulmanes, anti-tsiganes, anti-mondialistes, etc. » Il ajoute : « Le populisme est un danger et on le voit bien chez nous où le risque majeur est celui de la déliquescence à terme du système social et la scission d'un pays. Par ailleurs, la N-VA est un parti populiste mais qui reste plutôt exempt de propos de type néofas-

ciste (au contraire du Vlaams Belang) mais ce n'est pas le cas dans d'autres pays. Et c'est très interpellant ».

Selon **Isabelle Stengers**, philosophe, la situation présente un danger mais ce n'est pas le populisme en lui-même qui est inquiétant. Ce sont ses racines, c'est-à-dire le sentiment d'impuissance, de désarroi et d'injustice et de « Pas d'avenir » qui est dangereux et qui peut fabriquer des monstruosité.

Les élections européennes sont dans la mire des partis populistes. L'euro-scepticisme est en effet un thème très rassembleur qu'il est intéressant pour ces partis de porter pour rallier un électoral de différents horizons. Marine Le Pen et Geert Wilders, chef de file de l'extrême droite néerlandaise, se sont d'ailleurs alliés et souhaitent réunir les euro-sceptiques afin de fonder un groupe de poids au parlement européen.

Claudia Benedetto

L'Europe renoue avec ses vieux démons

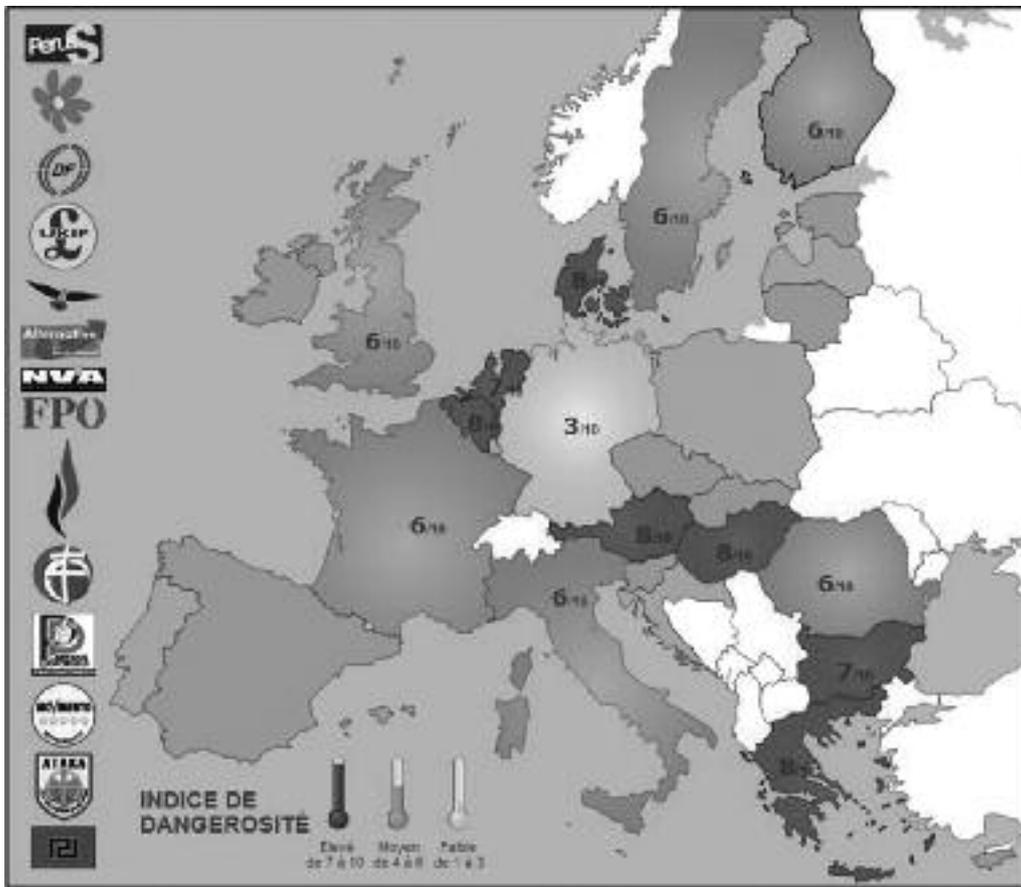
La montée des partis populistes en Europe est incontestable. En Italie, aux Pays-Bas, en Hongrie, en France, en Belgique, en Suisse, en Autriche... Ils sont parvenus à séduire les électeurs européens las d'attendre le changement tant promis par les partis traditionnels.

En **Italie**, Beppe Grillo, ancien humoriste et star de la télé fait son show. Il s'en prend aux institutions et à leurs dirigeants et prétend savoir ce que veut le peuple italien. « Tutti a casa » (tous à la maison) sous un slogan simpliste, il rallie 25,5% de l'électorat jeune diplômé et urbain aux élections législatives de 2013. Suites aux multiples scandales politiques qu'a connus l'Italie, les électeurs ont perdu foi en leurs dirigeants et en leurs institutions. Bien avant 5 stelle, la Lega Nord avec laquelle s'est allié Silvio Berlusconi, qui utilise lui aussi des techniques populistes, avait déjà profité de scandales politiques pour se hisser au pouvoir. Le programme du mouvement 5 stelle est un mélange de mesures de droite et de gauche : Contre l'immigration, pour l'écologie. Contre l'Europe, pour la hausse des salaires. Contre les impôts, pour les services publics... Beaucoup d'incohérences mais qu'importe, le leader charismatique sait parler à la foule, au peuple à qui il prétend vouloir rendre le pouvoir. Il prône le retour du peuple, des citoyens dans les institutions qui se substitueraient aux élus. Le parti, au parlement depuis un an, n'a jusqu'ici encore fait aucune proposition. Il passe son temps à bloquer les autres partis et refuse tout compromis, toute alliance. Avec 1/4 des sièges, le mouvement 5 stelle détient un pouvoir considérable

et remet en cause les institutions démocratiques.

En **France**, le FN fait une avancée dans une dizaine de villes aux élections municipales de mars. C'est plus de 1200 conseillers municipaux qui sont élus contre 80 en 2008. Marine Le Pen, leader du FN est parvenue à adoucir l'image de son parti. Pour pouvoir élargir sa base électorale, le parti devait être moins radical dans son discours. Par un coup de com' bien huilé, les dirigeants du FN choisissent leurs mots avec attention : le terme « communautarisme » est employé au lieu de stigmatiser plus directement les musulmans. La modernisation du parti est en marche, il sait désormais choisir les thèmes porteurs et en refuser d'autres. Ainsi, suite à une interpellation d'un journaliste lors des manifestations contre le mariage pour tous, Marine Le Pen a précisé que son parti n'avait pas appelé à manifester. Le leader du FN brouille les pistes, enveloppe ses idées haineuses de jolis discours mais la haine reste la même : celle des immigrés coupables de tous les maux.

Aux **Pays-Bas**, Geert Wilders, leader du parti de la liberté (PVV) pratique une autre forme de populisme. Son succès est foudroyant : en 2010, il obtient 16% des voix aux élections législatives. Aux législatives de 2012, le PVV perd 9 députés mais conforte son installation dans le paysage politique néerlandais. Son discours est encore plus insidieux car il se revendique comme un progressiste défenseur des libertés individuelles et à ce titre, il promet de préserver le style de vie des gens. C'est-à-dire de les protéger de la menace de l'Islam sur les libertés individuelles. Celui qui compare le Coran à « Mein Kampf » de Hitler est un orateur hors pair qui sait quel levier actionner pour atteindre les peurs et les émotions du public. Il sait capter l'attention des médias en créant l'évènement : un article parle



La chaîne de télévision franco-allemande Arte a réalisé une cartographie de la menace populiste en Europe. La N-VA obtient la moyenne de 8/10 sur l'échelle de la dangerosité. La dangerosité des partis populistes a été évaluée en fonction des paramètres suivants : derniers sondages, influence sur l'opinion, influence sur les autres partis politiques, nombre de candidats aux élections locales et nationales, importance et nombre de fiefs régionaux, habileté politique, efficacité de l'appareil du parti et moyens financiers. La note globale est la moyenne arrondie des 10 notes obtenues pour ces dix critères. De 1 à 3 faible, de 4 à 6 moyen, de 7 à 10 élevé.

d'un quartier dans lequel ses habitants ne seraient pas correctement intégrés. Il s'y rend pour leur montrer que « C'est chez nous ici ! » Le parti avance aux municipales mais ne les remporte pas.

En **Hongrie**, le Finestz est au pouvoir depuis 2010. Son leader, Viktor Orban, premier ministre, réaffirme l'indépendance de la Hongrie face à ce qu'il considère comme étant le dictat de l'Europe, des multinationales et des partis de l'opposition qui selon lui veulent mettre la Hongrie en esclavage. La pauvreté est importante en Hongrie, les Hongrois sont profondément déçus de l'Union européenne qu'ils avaient au départ idéalisée. Viktor Orban est un fin stratège : pour se faire élire, il octroie la nationalité hongroise à des minorités de Transylvanie, environ 500.000 personnes. Il oblige tous les chômeurs à travailler à bas prix sous peine de perdre leurs revenus pendant une période déterminée. Mais il s'avère que cette mesure vise avant tout la population de Roms qui représente environ 7% de la population hongroise et qui est largement stigmatisée par les natifs. Il flirte avec le Jobbik, parti antisémite et troisième parti de Hongrie, en appliquant quelques-unes des revendications des militants du Jobbik comme la criminalisation des sans-abri. Il n'hésite pas à modifier la Constitution à son avantage... Il a fait voter une loi électorale qui favorise son parti, il musèle la liberté d'expression et met à sa disposition la radio et les télévisions publiques. C'est au total plus de 850 lois qui sont adoptées sans débats ! Il vient de remporter, sans surprise, en avril dernier les élections législatives avec près de deux tiers des sièges au Parlement. Lui laissant ainsi une assise importante pour continuer à modeler la Hongrie à son image.

En **Suisse**, le parti xénophobe de l'Union démocratique du Centre a une assise importante avec 54 élus à la chambre basse du parlement (représente la population) et 5 élus à la

chambre haute du parlement (représente les cantons). Il a fait récemment la une des médias avec sa proposition de référendum sur l'immigration : le parti propose d'accepter les frontaliers et les demandeurs d'asile uniquement quand le pays en a besoin. Le résultat du référendum avec plus de 50% de oui est étonnant. Quand on sait que le pays présente une bonne santé économique, que 85% de l'immigration en Suisse est européenne et que 40% des nouvelles entreprises en Suisse sont créées par des étrangers. En 2013, celles-ci ont généré quelque 30.000 emplois. Ce résultat met par ailleurs la Suisse en porte-à-faux avec l'accord européen de libre circulation.

Et chez nous ?

En **Belgique**, la N-VA, parti séparatiste, devient en 2010 le premier parti de Flandre. Son leader Bart de Wever est un grand communicant. En évoquant systématiquement le dysfonctionnement de la Belgique, il fait oublier que son parti souhaite l'indépendance de la Flandre. Et évite ainsi de se voir privé d'une partie de l'électorat plus modéré. Mais en même temps, il sème le doute sur la solidité de l'Etat belge et sur son avenir. Avec un programme économique ultralibéral et la volonté d'obtenir pour la Flandre plus d'indépendance, c'est cependant le seul parti populiste européen qui ne s'affirme pas comme eurosceptique.

Du côté francophone, le Parti populaire (PP) emmené par son leader Mischaël Modrikamen présente des similitudes avec le PVV de Geert Wilders : il prononce un discours très dur envers les immigrés et en particulier envers les citoyens de confession musulmane. Et présente une idéologie extrêmement libérale sur le plan économique. Le PP a réalisé une percée anecdotique aux élections législatives de 2010. Néanmoins, il sera intéressant de suivre de près les résultats de ce parti aux élections fédérales de mai.

Evolution de la gauche : Vers un nouveau contre-pouvoir ?

En signant le traité européen qui engage la Belgique dans l'austérité voulue par l'Europe, les partis au pouvoir auraient-ils réveillé un géant trop longtemps endormi ? Cet acte a largement contribué en tous cas à l'émergence de PTB-go, ralliant de nombreuses voix autour du parti de gauche radicale. Au-delà du résultat électoral à venir, ce réveil lance de solides et peut-être fructueux défis, tant à la gauche « traditionnelle » qu'aux mouvements collectifs.

Les années '90 marquent un tournant pour la gauche. On a souvent dit que la chute du mur de Berlin a en quelque sorte marqué symboliquement l'échec du communisme et signifié, davantage encore, le règne unilatéral de l'économie de marché. D'autres analystes voient dans ce tournant « la fin des idéologies ». Dans les années qui suivent, des acteurs politiques socio-démocrates comme le britannique Tony Blair, l'Allemand Gerard Schroeder ou encore le Belge Frank Vandebroecke font alors le choix de politiques d'inspiration sociale-libérale qui reflète leur volonté d'intégrer le système capitaliste. « Ce cadre admet que la logique de marché est prédominante, parce qu'elle serait plus efficace, explique **Frédéric Ligot**. Il s'agit alors de faire en sorte que tous les individus puissent gagner un minimum. En réalité, il y a de plus en plus d'individus qui y perdent tout ! ». Il cite l'exemple de la réforme du travail mise en place en Allemagne par Schroeder. « Il s'agissait là d'une re-marchandisation du travail consciente, voulue, planifiée, dont nous payons toujours les conséquences ». Les travailleurs allemands en sont les premières victimes¹, bien sûr, mais le fait que nombreux sont les économistes qui la prennent pour modèle dit assez le danger qu'elle représente pour d'autres pays européens. En Belgique, la même logique a conduit à décréter l'activation des travailleurs sans emploi. Ce dispositif toujours en vigueur a été imaginé par Frank Vandebroecke dans le cadre de l'Etat social actif au début des années 2000.

Une gauche qui a renoncé à penser

Les partis traditionnels sont donc désormais pour la plupart inscrits dans cette logique. **Jean Faniel** parle d'une « gauche de gouvernement », qui prend des formes différentes au sein de partis travaillistes, sociaux-démocrates ou socialistes, selon les pays. Ces partis veulent aller au pouvoir et tiennent à y rester. Dans la plupart des cas, ils ont accepté de travailler dans le cadre imposé par les logiques néolibérales. Mais, ce faisant, cette gauche de gouvernement se condamne à n'avoir qu'une marge de manœuvre de plus en plus réduite qui ne lui permet que des corrections à la marge du système. « C'est ce qui a été reproché, notamment par le monde syndical en Wallonie, aux partis qui ont adopté le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire. Et ces partis ressentent ces difficultés jusques et y compris au niveau communal. » (**Jean Faniel**)

Si les uns conclurent qu'il s'agit là d'une victoire déterminante des dogmes libéraux sur la gauche, d'autres fustigent la perte de pensée propre à la gauche. Les partis qui s'en réclamaient n'ont pas seulement été battus mais se sont laissés convaincre voire séduire. **Isabelle Stengers** observe qu'en acceptant de faire confiance aux entreprises et à la croissance, les partis de gauche qui prennent ce tournant se sont mis en situation de dépendance vis-à-vis de ceux qu'ils étaient censés combattre ou, tout au moins, dont ils devaient chercher à limiter les pouvoirs. Pire, ils ont bien souvent adopté la même analyse. « Aujourd'hui, dénonce, **Isabelle Stengers**, la différence entre la gauche [de gouvernement] et la droite n'est qu'une question de sensibilité. Il faut protéger les plus faibles. Il ne s'agit plus de combattre la pauvreté. Le philosophe français Gilles Deleuze disait avec raison que la gauche a besoin que les gens pensent. C'est tout de même un programme plus vaste que de protéger les faibles ! ».



Equipes Populaires

Marco Van Hees, candidat aux Européennes pour le PTB-go

La gouvernance au détriment de la politique

De cette lame de fond à droite et de cette défection à gauche résulte le succès désastreux de la logique TINA chère à Margaret Thatcher, TINA pour « there is no alternative » : il n'y pas d'alternative. L'une des réussites majeures des penseurs néolibéraux est sans doute d'avoir su convaincre que leurs propositions ne sont nullement le résultat d'une idéologie mais un mode de gouvernance dicté par la simple évidence, et face auquel il n'y aurait pas d'alternative crédible. Ainsi la loi du plus fort devient la loi de la logique. Et dans cette logique, il ne serait plus pertinent de faire des choix politiques, il s'agirait seulement de gouverner. « *On n'arrête pas les horloges* », disait le socialiste français Pascal Lamy, qui dirigea un temps l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Autrement dit, l'inéluctable est en marche et ne peut au mieux que le retarder légèrement. **Isabelle Stengers**, donne pour illustrer cet axiome, l'exemple de l'Union européenne qui s'adresse régulièrement à la Belgique pour lui intimer de renoncer au système d'indexation automatique des salaires, puisqu'il n'y a plus qu'elle qui s'y accroche. Ce concept de gouvernance est en fait « la crise absolue du politique ».

Alors que les élections se profilent à l'horizon pour différents échelons de pouvoir, la lecture des programmes politiques des partis traditionnels ne permet pas vraiment de nourrir actuellement de grands espoirs quant à une réorganisation radicale. **Frédéric Ligot** : « *Disons que, pris séparément, on peut saisir dans les programmes des nuances qui tentent d'infléchir plus ou moins fortement la primauté accordée au marché, la tendance à l'accumulation de capital* ». Le secrétaire politique du MOC souligne cependant qu'en Belgique particulièrement, les jeux d'alliance sont si complexes qu'il est difficile d'imaginer si tel ou tel parti, indépendamment des contraintes liées aux rapports de force gouvernementaux, serait réellement en mesure de mettre en œuvre des mesures de rupture.

Mais cette soumission des formations politiques de la gauche traditionnelle aux impératifs du marché et à la



L'égalité, étoile polaire de la gauche

C'est peu dire, surtout en période électorale ponctuée de slogans, que les partis ont perdu de leur lisibilité.

Ces temps-ci, en Belgique, tous semblent s'être mis d'accord par exemple pour faire de la fiscalité leur cheval de bataille. Et l'on ne voit pas très clairement pour autant en quoi les propositions des uns et des autres font vraiment la différence... du moins si le but du jeu est bien de redistribuer les richesses.

Qu'est-ce qui distingue la gauche de la droite ? Quelle carte faut-il emporter pour traverser les territoires qui vont de la gauche extrême à la droite dure ? C'est à un philosophe italien Norberto Bobbio, que nous devons d'avoir dressé cette carte conceptuelle, dans un ouvrage « Droite et gauche » (Paris, Seuil, 1996). Le travail de longue haleine de Norberto Bobbio met en évidence un critère essentiel qui, selon lui, caractérise la gauche et résiste au fil du temps. Et ce critère, c'est celui de l'égalité. Sont égalitaires ceux qui « tout en n'ignorant pas que les hommes sont à la fois égaux et inégaux, mettent l'accent sur tout ce qui rapproche pour permettre une bonne vie en commun ». Et de ce fait ils estiment juste de corriger et réduire ces inégalités. Il est intéressant de noter que Bobbio examine le rapport qu'a cette valeur d'égalité avec une autre valeur tout aussi fondamentale, celle de la liberté. « La » liberté n'existe pas en soi (on ne peut être libre de tout en tout), mais sous forme de libertés particulières : liberté de la presse, liberté d'association... Face à ces libertés, la gauche se demandera dans quelle mesure les personnes peuvent, non pas seulement être libres de faire ou d'être ceci ou cela, mais aussi d'avoir la possibilité d'en jouir d'une façon égale les uns par rapport aux autres. Et si ce n'est pas le cas, des mesures peuvent être prises qui limiteront la liberté des uns pour favoriser la liberté des autres. Par exemple, un gouvernement de gauche pourrait décider de limiter la liberté de fixer librement les prix des loyers, parce que l'on constate que dans la relation bailleur - locataire, le locataire n'a pas le même pouvoir de négociation, du fait de revenus trop faibles et/ou d'un manque de logements disponibles au prix qu'il peut se permettre.

Et c'est là que l'on doit aussi se rappeler que « la carte n'est pas le territoire », comme dit Gabriel Maissin⁽¹⁾. Car si la qualité et l'intérêt du travail de Bobbio sont indéniables et très précieux pour se donner des repères, il faut ajouter l'analyse historique à l'analyse des concepts : autrement dit, l'étoile polaire de l'égalité paraît aujourd'hui noyée dans le brouillard des logiques marchandes et de l'austérité.

1. Gabriel Maissin, Norberto Bobbio : l'Égalité, étoile polaire de la gauche, sur le blog de Politique : <http://politique.eu.org/spip.php?article114>

⇒ conception libérale de la démocratie réduit à peu de chagrin leur capacité d'agir en faveur de la justice sociale. « Au mieux, constate **Frédéric Ligot**, il s'agit de sauvegarder le modèle social au risque de prendre des mesures paradoxales : par exemple en acceptant une dégressivité des allocations de chômage contre un maintien de celles-ci dans le temps ». L'acceptation d'une telle mesure interpelle d'autant plus qu'elle s'attaque fortement aux droits acquis et, de ce fait, pose question sur le plan constitutionnel.

Dans la foulée de la crise financière de 2008, il devient de plus en plus évident que les partis de « gauche réaliste » sont impuissants à corriger, même à la marge, les dégâts du néolibéralisme. Le travail de sape qui mine depuis trente ans la sécurité sociale et les services publics, prend un tour de manivelle supplémentaire avec l'imposition de politiques d'austérité en Union européenne, austérité que les partis au pouvoir ont ratifiée, notamment en Belgique et qui met gravement à mal les modèles sociaux existants au sein de l'Union européenne. Ainsi, « *les impasses de la social-démocratie se confirment ; les alternatives, confusément, convergent* »². Elles trouvent à s'exprimer politiquement à travers des formations qualifiées globalement de « gauche radicale ». (voir encadré)

La démocratie a besoin de contre-pouvoir

Cette gauche radicale comprend donc des partis qui, plus ou moins fortement ou radicalement, entendent rompre avec les cadres économiques européens ou internationaux. **Jean Faniel** observe qu'elle n'entend pas forcément être une gauche de gouvernement. Si elle n'exclut pas nécessairement de participer au pouvoir, cette participation est liée à une série de conditions. Selon les pays, la gauche radicale peut ne représenter quasiment rien ou bien au contraire représenter une force politique relativement importante. C'est le cas par exemple en France, si l'on se réfère au score d'un Jean-Luc Mélenchon lors des élections présidentielles françaises. C'est également vrai pour la formation Die Linke en Allemagne, ou encore pour le parti Syriza en Grèce. La question qui se pose alors est celle de leur influence sur le destin des pays. La gauche radicale représente-t-elle un atout ? Dans quelle mesure peut-elle peser sur le paysage politique, dans le débat démocratique, voire dans les décisions ?

Pour **Jean Faniel**, la gauche radicale n'a pas nécessairement une marge de manœuvre plus importante que la gauche de gouvernement si on regarde l'impact sur le pouvoir. Il n'empêche que si l'on mesure les effets de la gauche radicale à d'autres niveaux, on peut se

dire que parvenir à faire avancer la réflexion vers leurs thèses dans les esprits des citoyens, constitue déjà une victoire en soi. Or manifestement, ces effets sont réels puisque l'on peut observer une progression des formations de gauche radicale. « *La Belgique semble suivre elle aussi cette tendance depuis un ou deux scrutins, même s'il s'agit encore de résultats sur une échelle modeste* ». Cette progression qui s'observe dans plusieurs pays doit toutefois être confrontée à celle d'autres partis, d'extrême droite cette fois. Ainsi, en France, le Front de gauche a engrangé certains succès mais le Front National aussi. Même constat en Grèce où Syriza a connu une percée fulgurante mais sans empêcher la montée du parti néo-nazi Aube dorée.

Un autre impact de la progression des partis de gauche radicale peut s'observer dans la dialectique qui se joue entre eux et la gauche de gouvernement. Dans la mesure où celle-ci se sent aiguillonnée par la progression de ses concurrents, elle peut être amenée à se ressaisir de thèses plus « radicales » pour ramener un électorat auprès d'elle. Mais il y a des limites à ce que peut s'accorder une gauche de gouvernement : « *Même si le PTB remportait 10% des voix, ce n'est pas pour cela que le PS se mettrait à porter le même programme. Mais il pourrait y avoir une influence sur les accents donnés aux thèses socialistes* » note encore **Jean Faniel**.

La force des mouvements collectifs

Frédéric Ligot se montre relativement sceptique sur ce point, observant que ce que l'on voit surtout advenir, ce sont des invectives mutuelles entre partis. En revanche il estime que le réveil de la gauche radicale est un atout important dans le rôle qu'elle peut jouer en termes de débat démocratique : « *On peut espérer que cela suscite la volonté de rediscuter largement de ce que signifie un programme de gauche aujourd'hui, impliquant l'ensemble des organisations qui se disent appartenir à la gauche* ». Cet espoir est présent dans la stratégie politique du MOC qui affiche sa volonté de nouer un dialogue avec ce type de formation politique. L'autre intérêt est évidemment la présence d'une voix alternative à gauche, peut-être un peu plus « radicale » mais capable de faire contrepoids au discours prédominant.

Isabelle Stengers pour sa part, fait partie des personnalités académiques qui ont rejoint le comité de soutien à la formation PTB-go, aux côtés notamment de syndicalistes, du journaliste Hugues Le Paige ou encore du juge honoraire Christian Panier. L'une des raisons de ce ralliement est le fait que les gouvernements régionaux et fédéral ont signé le *Traité euro-*



Manifestation contre le Pacte de stabilité européen et le Traité transatlantique le 19 décembre à Bruxelles.

peén sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qui engagent les Etats membres sur l'âpre voie de l'austérité. « Je pense que le PTB est, parmi les partis de gauche radicale [en Belgique] celui vers lequel se tournent ceux qui veulent que les choses changent. Et les autres partis et les personnes qui ont rejoint PTB-go l'ont fait en se disant que, si beaucoup de choses les séparent, la situation est assez grave pour que ce soit moins important que ce qui rassemble, à savoir l'envie commune de pouvoir dire NON ». Un non à l'austérité qui signifie aussi un oui à d'autres idées comme celle d'une fiscalité juste.

Mais la gauche ne peut exister sur le plan politique si elle ne s'appuie pas sur les mouvements collectifs. « Il n'y aura pas de miracle juste parce que l'on aurait quatre ou cinq députés, remarque **Isabelle Stengers**. Par contre, le lien avec le mouvement syndical, lui, est important ». Elle rappelle que la démocratie repose essentiellement sur l'existence de contre-pouvoirs. Ceux-ci n'ont pas pour seul rôle de faire contrepoids au pouvoir dominant, mais aussi de se donner - et de donner aux citoyens - les moyens d'analyser ce pouvoir et de faire des propositions. « Et les syndicats sont l'un des derniers véritables contre-pouvoirs dont nous disposons ». C'est sans nul doute en cela d'abord que le réveil de la gauche radicale représente une opportunité à saisir : dans un dialogue à construire avec les mouvements sociaux progressistes, capable de préciser les alternatives et de rebâtir un réel contre-pouvoir aux lois du marché.

Christine Steinbach

1. Le fameux « modèle allemand » est notamment basé sur les « mini-jobs » avec des contrats à temps partiel, payés 400 euros par mois, qui permettent aux employeurs d'être exonérés de charges, privent ses bénéficiaires d'assurance maladie et n'ouvrent aucun droit à la retraite ou aux allocations chômage.

2. Philippe Marlière, *Europe : portrait de groupe*, Politique 81, septembre-octobre 2013. Philippe Marlière est professeur de sciences politiques à University College London et co-auteur avec L. Weber et J.-N. Ducange d'un ouvrage intitulé *La Gauche radicale en Europe*, Ed. du Croquant, 2013.

GAUCHE RADICALE OU GAUCHE QUI S'ASSUME ?

Dans un article sur la gauche radicale en Europe publié dans la revue Politique ⁽¹⁾, Philippe Marlière, évoque les mutations qu'ont vécues les partis communistes au lendemain de l'éclatement du bloc soviétique. Les uns conservant l'identité traditionnelle communiste, d'autres intégrant la sensibilité écologiste pour devenir des formations « rouges-vertes » ; d'autres encore, plus rares, se reprofilant au sein de la social-démocratie.

S'agissant des partis de la gauche radicale, Philippe Marlière observe qu'un « anti-capitalisme identitaire » les réunit. Cependant, si ces formations se veulent radicales dans leurs objectifs, elles ne sont plus opposées au système démocratique : « elles acceptent volontiers la démocratie parlementaire et souhaitent opérer des changements radicaux, voire révolutionnaires, par la voie d'élections démocratiques ». C'est pour cette raison que le professeur de sciences politiques estime que les termes « gauche radicale » sont plus appropriés que ceux d'« extrême gauche » : « La gauche radicale est attachée à la défense de l'Etat social. Elle est partisane de l'intervention de la puissance publique dans l'économie, s'oppose aux privatisations des services publics et à la dérégulation de l'économie. Ce sont autant de différences - petites ou majeures - avec la social-démocratie, depuis longtemps acquise à l'économie de marché ».

A bien y regarder, ce programme que décrit Philippe Marlière ne nous paraîtra sans doute pas d'une si grande radicalité. La défense d'un Etat social fort, de services publics, d'une économie régulée... ces thèmes sont largement défendus dans nombre de mouvements sociaux, à commencer par le MOC. Rien d'étonnant si **Frédéric Ligtot** s'interroge pour sa part sur le caractère radical de cette gauche. « Si on lit le livre du président du PTB flamand, Peter Martens intitulé « Comment osent-ils ? », et si ce livre reflète bien la vision politique du PTB, par rapport aux enjeux actuels et aux crises que nous vivons et par rapport à un idéal de société, franchement, je ne vois pas en quoi il s'agit de gauche radicale ! Il s'agit d'une dénonciation aussi fondée que légitime des injustices fiscales crasses qui sont à l'œuvre et que nous dénonçons nous-mêmes au MOC ». L'ouvrage de Peter Martens présente une analyse argumentée du scandale lié à la gestion par la « troïka » (Union européenne, Banque mondiale et Fonds monétaire international) de la crise de 2008 dans les pays du sud de l'Europe, notamment en Grèce. Le dernier chapitre du livre traduit une vision de la société, que l'on peut trouver idéaliste mais certes pas choquante. Pour **Frédéric Ligtot**, elle reflète une vision de gauche, somme toute classique, mais assumée, et sans concession face aux courants néolibéraux.

1. Politique 81, septembre-octobre 2013

SOMMAIRE

3 ENJEUX ÉLECTORAUX : D'UNE PIERRE, TROIS COUPS !

Sera-ce un beau dimanche ensoleillé que ce 25 mai ?

Ou de tristes nuages obscurciront-ils notre ciel politique ?

Les électeurs sont appelés à un triple scrutin. Et pour les nombreux partisans d'une société plus juste et plus égalitaire, les enjeux sont majeurs.

7 RÉVEILLER UNE DÉMOCRATIE ASSOUPIE

Les grains de sable dans les rouages démocratiques entament sérieusement la confiance des citoyens envers la gestion de l'intérêt collectif. Qu'est-ce qui affaiblit la démocratie aujourd'hui ? Comment lui redonner sens et vigueur ? Les propositions divergent mais elles ont un point commun : l'urgence d'inviter à penser et à débattre. Ça s'appelle l'éducation permanente...

11 POPULISME : L'ARME DE DESTRUCTION MASSIVE DE LA DÉMOCRATIE

Les citoyens sont souvent déboussolés, ont besoin d'être rassurés... mais par qui ? Les partis traditionnels qui les ont déçus ? L'Europe qui reste une entité abstraite et incompréhensible pour la plupart d'entre eux ? Dans un tel contexte de désenchantement, la démocratie est malmenée, les populations ont moins confiance en les institutions et les ombres d'un passé pas si lointain planent.

16 ÉVOLUTION DE LA GAUCHE : VERS UN NOUVEAU CONTRE-POUVOIR ?

En signant le traité européen qui engage la Belgique dans l'austérité voulue par l'Europe, les partis au pouvoir auraient-ils réveillé un géant trop longtemps endormi ? Cet acte a largement contribué en tous cas à l'émergence de PTB-go, ralliant de nombreuses voix autour du parti de gauche radicale. Au-delà du résultat électoral à venir, ce réveil lance de solides et peut-être fructueux défis, tant à la gauche « traditionnelle » qu'aux mouvements collectifs.

Un dossier construit autour de trois personnalités

Pour réaliser ce dossier, nous avons choisi de rencontrer trois personnes issues d'horizons différents. A chacune d'entre elles, nous avons soumis les mêmes questions autour des trois grands thèmes : le fonctionnement de notre système démocratique, la montée du populisme et l'évolution de la gauche. Vous retrouverez donc leur opinion tout au fil des pages. Un regard parfois différent, souvent complémentaire, toujours passionnant !



Jean Faniel

est directeur du CRISP
(Centre de recherche
et d'information socio-politiques).



Frédéric Ligot

est secrétaire politique du MOC.



Isabelle Stengers est philosophe,
chargée de cours à l'ULB.
Elle s'est récemment engagée
dans le collectif PTB-go.

Equipe de rédaction :

*Claudia Benedetto, Jean-Michel Charlier,
Monique Van Dieren, Christine Steinbach,
Muriel Vanderborght*

Rédactrice en chef : Monique Van Dieren

Mise en page : Hassan Govahian

Editeur responsable : Christine Steinbach,
48 rue de Gembloux, 5002 - Namur

Tél : 081/73.40.86 - Fax : 081/74.28.33
Courriel : secretariat@equipespopulaires.be

Prix au n° : 2€

Pour s'abonner (Contrastes+La Fourmilière) :

Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes Populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom.